

Éditorial

Pierre Cornu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1835>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Pierre Cornu, « Éditorial », *Ruralia* [En ligne], 21 | 2007, mis en ligne le 11 avril 2009, consulté le 08 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1835>

Ce document a été généré automatiquement le 8 mai 2019.

Tous droits réservés

Éditorial

Pierre Cornu

- 1 Deux maux contradictoires affectent les revues de sciences sociales et appellent de leur part réflexion et réaction. Le premier est la tendance subreptice des comités de rédaction confrontés à l'hétérogénéité croissante de la production scientifique à sélectionner des articles et des comptes rendus qui correspondent à leurs propres centres d'intérêt et qui répondent aux normes et aux codes du champ ou de l'« école » à laquelle ils appartiennent. Le second est la dilution du projet éditorial initial dans une politique de publication opportuniste fondée sur la saisie de l'air du temps ou la captation d'un segment thématique de la production savante, qui transforme progressivement les revues en boîtes aux lettres pour articles « alimentaires » – non pas que quiconque se nourrisse de sa propre production d'articles scientifiques, mais au sens où les articles en question sont davantage destinés à ajouter une ligne à un *curriculum* ou à un dossier d'équipe de recherche qu'à trouver des lecteurs authentiques. On aboutit ainsi d'un côté à des revues de plus en plus ésotériques, dont même les titres d'articles sont inaccessibles ou rebutants pour le profane, de l'autre à des tables des matières qui constituent une négation de l'idée même de revue scientifique – sans compter les supports de publication qui parviennent à conjuguer hermétisme et incohérence.
- 2 Il est toutefois trop facile de stigmatiser ces dérives, et de refuser de voir qu'elles répondent à des pressions de l'englobant que les revues de sciences sociales, particulièrement modestes dans leurs moyens financiers et humains et fragiles dans la durée, sont bien en peine de contrecarrer.
- 3 En effet, la première dérive s'inscrit pleinement dans la logique d'un pilotage de la recherche par spécialisation des champs ou focalisation sur des objets associés à une forte demande sociale et institutionnelle, qui trouve certes des alliés auprès de certains acteurs désireux de consolider leur position académique par l'invention d'une « excellence » invérifiable, mais qui répond pour l'essentiel à un tropisme fonctionnaliste et utilitariste extérieur à l'éthique des sciences sociales. Et si certaines revues peuvent basculer ainsi dans la trappe de l'ésotérisme et de l'art pour l'art, ou se résignent à une forme d'ingénierie hyper-spécialisée, prête à l'emploi pour les « décideurs » ou les

« gestionnaires », ce n'est pas en les stigmatisant qu'on les ramènera à la surface, mais bien en leur donnant les moyens d'exercer vraiment leur responsabilité scientifique, qui est celle de la mise en débat et de la socialisation la plus large de la recherche.

- 4 La seconde dérive, si elle évite l'écueil de l'illisibilité, est cependant plus mortifère encore : publier des articles sans cohérence, enfermés dans leur propre univers de citations et qui n'appellent jamais ni réponse ni confrontation, décourage rapidement les membres du comité de rédaction et incite à se contenter d'un travail typographique sur les articles, laissant la porte ouverte aux publications de complaisance ou au copier-coller généralisé. On ne saurait trop s'alarmer de cette évolution, dont on mesure déjà les dégâts dans la production en langue anglaise : la recherche en sciences sociales est menacée dans ses fondements épistémologiques par cette prolifération de textes auto-générés, qui mettent au défi tout responsable scientifique d'évaluer convenablement ce qui se produit ne serait-ce qu'à l'échelle d'un sous-champ de la connaissance.
- 5 Ces considérations ne visent pas à infliger une leçon de déontologie à la profession, mais tout simplement à nourrir d'une critique réflexive salutaire la politique éditoriale de *Ruralia*, désormais suffisamment visible dans le paysage éditorial, mais encore menacée par l'une et l'autre des dérives décrites plus haut. Jetée dans la bataille éditoriale en 1997 au nom de la cause de la pluridisciplinarité, notre revue s'est en effet imposée comme le lieu de publication des travaux de recherche et des expérimentations méthodologiques croisées des spécialistes des études rurales contemporaines. C'est toutefois un exercice toujours à recommencer, dans l'interdisciplinarité, que celui du dialogue des membres du comité de rédaction et des auteurs d'articles, pour aboutir à des publications qui, tout en respectant la liberté des chercheurs et l'identité des disciplines, assurent la lisibilité mutuelle des discours et une cohérence d'ensemble dans les exigences épistémologiques. Et c'est un exercice parfois décourageant que celui de plaider la cause du lecteur, tant les auteurs vivent sous la pression d'un système d'évaluation qui ne leur laisse pas le temps de penser la réception de leurs textes et les conduit à anticiper des normes d'« excellence » qui, par leur caractère étroitement comptable et « disciplinaire » dans les deux sens du terme, constituent un éteignoir pour toute intelligence collective. Mais plaider la cause du lecteur, c'est aussi plaider pour une lecture digne de ce nom, qui ne soit pas simple consommation de titres, d'intertitres et de références codées, mais écoute véritable de ce qu'un chemin de recherche produit à un moment donné – qu'il s'agisse d'un jeune chercheur publiant son premier article ou d'un chercheur expérimenté soucieux de remettre en jeu son savoir-faire et ses outils d'analyse.
- 6 On ne trouvera pas ici de tableau des « bons » et des « mauvais » auteurs, des articles élus pour figurer dans une *short list* et de ceux reniés par leurs éditeurs. Tout simplement parce que les éditeurs d'une revue ne se situent pas en surplomb du champ scientifique de leur compétence, mais au cœur de ses débats, dans la mêlée indécise de la production dialectique du sens. Les mots d'un éditorial n'ont ainsi pas d'autre fonction que de faire ressortir, maladroitement parfois, honnêtement on l'espère, les lignes directrices apparues dans l'exercice collectif de la recherche et de la vie scientifique partagée.
- 7 Il est donc clair que, à nos yeux, *Ruralia* n'a pas encore trouvé son « style », au sens fort du terme – c'est-à-dire une dynamique langagière ouverte, permettant à la diversité des intervenants de transcender les conditions propres de leurs expériences de recherche initiales dans un espace d'échanges susceptible d'en nourrir en retour l'exercice. Ni carcan idéologique ni formalisme méthodologique, ce « style » vaudra ce que ses

locuteurs en feront ; il ne peut être décrété par une autorité quelconque. Mais il importe d'en penser l'horizon et d'en assumer les exigences, collectivement.

8 * * *

- 9 Que les auteurs rassemblés dans cette livraison ne se sentent nullement visés par les réflexions ci-dessus : c'est bien parce que leurs contributions, par leur prise de risque indéniable dans le jeu de la pluridisciplinarité ou de la critique historiographique, nous semblent porteuses d'avenir dans la dynamisation du champ des études rurales, que nous nous sommes permis ce discours de l'exigence collective et que, à leurs côtés, nous avons bon espoir d'en réaliser l'utopie.
- 10 Le premier article proposé dans cette livraison, sous la signature de Éric Penot, entend apporter une réflexion centrale sur la question du dualisme des structures de production agricoles, thématique classique dans les études rurales, mais à partir d'un terrain excentré, celui de l'hévéaculture indonésienne. Article d'histoire proposé par un non-historien, cette contribution nous fait découvrir la pérennité étonnante d'un système de traduction du modèle importé de l'hévéaculture dans une pratique « paysanne », le *jungle rubber*, dénigré par les tenants de la rationalisation, mais ayant démontré dans la longue durée sa capacité d'adaptation aux interventions de la puissance publique comme aux variations du marché du caoutchouc. Et si la période la plus récente présente une remise en cause en profondeur des positions acquises, la suite de l'histoire n'est nullement écrite. Comme le souligne Éric Penot, « si la tendance générale est à l'intensification des systèmes et à l'augmentation de la productivité, donc des revenus, les pratiques agroforestières ont su montrer leur modernité tant sur le plan écologique qu'économique et leur adaptabilité à de nouveaux contextes de production ». En Europe comme en Indonésie, l'histoire de la rationalité n'est pas toujours celle de la domination.
- 11 Si les quatre articles suivants présentent des travaux d'historiens, on leur reconnaîtra un tropisme évident pour la réflexion sociologique, voire un caractère novateur dans l'analyse du social. La pluridisciplinarité n'abolit pas les spécificités disciplinaires, mais elle en rend les protocoles transmissibles et juxtaposables.
- 12 C'est en apparence un objet très marginal et limité dans son périmètre d'analyse que Nathalie Ferrand a choisi de présenter : le marché de la rose dans la seconde moitié du 19^e siècle et la première moitié du 20^e siècle, analysé à partir des archives privées de maisons horticoles de la place de Lyon. Ces sources originales permettent toutefois une étude extrêmement fine de l'articulation entre l'exercice d'un savoir-faire, un espace commercial à vaste échelle, et une pratique de consommation très spécifique, mêlant reconnaissance de l'excellence et recherche de la distinction. « La réussite des exploitations horticoles n'est ni empirique ni improvisée. Elle repose sur des bases solides et résulte de leur capacité à combiner le savoir-faire traditionnel du créateur, les premières découvertes de la génétique et l'innovation commerciale nécessaire à l'extension de nouveaux marchés », écrit ainsi l'auteur. Catalogues et livres de commande permettent de mettre en lumière les mues successives du marché de la rose, dans une dynamique historique qui fait interagir réseaux professionnels et sociaux, espace européen des élites et hybridation des savoirs. Autant de leçons qui valent bien au-delà de cette « niche » singulière, et qui appellent, nous semble-t-il, un prolongement dans le dialogue pluridisciplinaire avec les sociologues et les anthropologues de la relation d'échange qui, par l'enquête orale, mettent au jour les réalités interstitielles du marché et peuvent aider l'historien, malgré les dangers de l'anachronisme, à penser les silences de ses sources écrites.

- 13 Sans doute l'article proposé par Mélanie Atrux n'est-il pas non plus de ceux qui, dans une table des matières, attirent l'œil du lecteur pressé – l'Assemblée permanente des présidents de chambres d'agriculture (APPCA) n'est pas l'institution la plus en vue de l'agrarisme français au 20^e siècle. Mais nous ne pouvons que recommander la lecture attentive de ce travail extrêmement minutieux de reconstitution de corpus et d'analyse contextuelle, qui bouscule bien des idées paresseuses sur les logiques sociopolitiques de la modernisation agricole et rurale et la fabrique des figures de l'agrarisme de la seconde moitié du 20^e siècle. Le projet des « zones-témoins », initié par les pouvoirs publics en 1952, offre en effet une fenêtre d'observation idéale pour comprendre, au-delà des seuls effets de discours, la manière dont se structurent les jeux de pouvoir autour de la maîtrise du processus de modernisation agricole enclenché dans la France de la Quatrième République. Fondé sur une maîtrise impressionnante du faisceau des trajectoires des membres de l'APPCA entre les années 1920 et les années 1950, l'analyse proposée par Mélanie Atrux permet enfin de sortir des imprécations et des autolégitimations d'acteurs sur la question controversée de la continuité des réseaux de l'agrarisme français avant, pendant et après la corporation vichyste. « Devenir un rouage », comme l'écrit Mélanie Atrux, c'est, justement, toute une histoire. On se gardera donc de résumer ici sa pensée, qui mérite d'être saisie dans sa précision et ses nuances, en fonction des données prosopographiques rassemblées et confrontées. Et si la méthode nominative mise en œuvre ici, fruit d'une élaboration collective au sein du Laboratoire d'études rurales de Lyon mais adaptée par l'auteur au problème de la multi-appartenance organisationnelle des individus de son corpus, est d'une lourdeur qui en interdit la généralisation à tous les objets sociaux, on pourra indiscutablement s'en servir d'étalon de la précision analytique atteignable par la démarche historique sur les sources contemporaines.
- 14 Les deux contributions suivantes, celle de Martine Cocaud et de Jacqueline Sainclivier tout d'abord, puis celle de Jérôme Pelletier, peuvent être rassemblées en raison de leur objet de réflexion – la place et le rôle des femmes dans le processus de modernisation agricole – et des biais méthodologiques que cet objet implique – à savoir une lecture critique de sources qui tendent à minorer ou à occulter cette place et ce rôle. Pour le reste, ces deux contributions sont bien distinctes dans leurs apports : tandis que Martine Cocaud et Jacqueline Sainclivier proposent une synthèse chronologique de travaux réalisés dans l'Ouest sur une période allant de la fin du 19^e siècle aux années de la « révolution silencieuse », et mettent en lumière les voies détournées par lesquelles des femmes purent, malgré un ordre sociopolitique et symbolique contraire, affirmer peu à peu leur présence dans l'espace public, Jérôme Pelletier, pour sa part, nous offre une étude extrêmement approfondie des archives de la vulgarisation féminine dans le Loir-et-Cher – à travers l'action des Centres d'études techniques ménagères agricoles (CETMA) et des Groupements de vulgarisation agricole féminins (GVAF) –, permettant de faire revivre les réunions des années 1950 et 1960 et, en tendant l'oreille, d'y entendre ces voix féminines qui commencent tout juste à s'y exprimer. « Au-delà de l'impact forcément limité d'une vulgarisation de base qui ne touche qu'une minorité, ces actions témoignent pourtant des diverses façons dont certaines femmes ont utilisé les organismes mis à leur disposition et de quelles manières elles ont été confrontées, et ont répondu, aux "progrès" », conclut-il. On relatera ici l'appel à l'intensification des travaux sur cette thématique de l'engagement féminin dans la dynamique du développement rural porté par Martine Cocaud et Jacqueline Sainclivier dans leur propre conclusion : les recherches existantes, qui n'éclairent ni toutes les périodes ni toutes les régions, et dont les

méthodes et les catégories d'analyse sont par trop disparates, ne permettent encore que des aperçus difficiles à rassembler en une synthèse générale.

- 15 La contribution de Raphaël Larrère, Philippe Fleury et Loriane Payant, sur le rapport à la « nature » des éleveurs des Alpes du nord, est elle aussi fondée sur une analyse au plus près des pratiques et des discours des acteurs, mais l'étroitesse et les biais assumés du corpus des enquêtes – des éleveurs connus et désignés comme porteurs d'un rapport à la « nature » – permettent aux auteurs de pousser très loin leur hypothèse d'une discordance du discours des acteurs et des projections de l'englobant, autrement dit du problème de la « traduction » et de la reconnaissance sociale et institutionnelle du rapport à la « nature » des praticiens. C'est sans surprise le concept de « biodiversité » qui cristallise les oppositions, les éleveurs se sentant contraints à se justifier, voire à se défendre contre une accusation implicite d'incapacité à penser le vivant autrement qu'en termes économiques, qui les associe sans nuances au « productivisme » et à ses aménités négatives. Le lecteur découvrira toutefois à la lecture de l'article que le discours des acteurs sur la « nature » est loin de se limiter à ce registre, et laisse entrevoir certes un rapport spécifique lié à l'activité professionnelle et à sa spatialité intime, mais également une ambivalence et une complexité qui participent pleinement de la recomposition générale du rapport à la « nature », notamment sur les situations hybrides entre le « domestique » et le « sauvage » qui devraient fort intéresser nos collègues anthropologues.
- 16 La rubrique *Terrains*, créée lors de la refonte de la maquette générale de notre revue avec le numéro précédent, n'est pas destinée à isoler des articles en fonction d'un statut, mais à éveiller l'attention de nos lecteurs, et notamment des jeunes chercheurs, sur la diversité des pratiques de « terrain » des diverses sciences sociales mobilisées autour de l'objet « rural ». Cette rubrique a donc vocation à être alimentée par des exemples de travaux de chacune des disciplines concernées présentant des qualités d'exposition des méthodes d'investigation et d'analyse critique du rapport au lieu. Pour cette livraison, c'est un article de géographie que le comité de rédaction a souhaité placer ainsi en exergue. Nos lecteurs avaient déjà pu lire, sous la signature de Xavier Leroux, une position de thèse très argumentée dans le numéro 18-19. Ce dernier leur propose cette fois un article sur un sujet d'actualité de la réflexion géographique appliquée aux dynamiques institutionnelles, à savoir l'intrication des échelles de références et la compétition des entités territoriales pour l'organisation des espaces ruraux. C'est toutefois à travers l'exposé des données du « terrain » qu'il a réalisé dans son travail de thèse que l'auteur propose sa contribution au débat, en mettant en lumière le rôle structurant d'une entité sans doute un peu vite enterrée, à savoir le canton. Où il apparaît que, dans les tâtonnements actuels pour la redéfinition des échelles de la gouvernance territoriale, les anciens chefs-lieux de canton gardent parfois un rôle structurant, dont l'inscription dans la longue durée mérite qu'on y prenne garde. De fait, le terrain d'observation présenté, celui de l'espace compris entre Lille et Dunkerque, se prête admirablement, par sa complexité et la diversité des possibles, à la démonstration de l'auteur, révélant des dilemmes que bien d'autres territoires doivent résoudre au mieux des intérêts des uns et des autres et de la cohérence exigible des pouvoirs publics.
- 17 Notre numéro se clôt comme de coutume par les positions de thèse et la bibliographie ruraliste. Nous laisserons le lecteur découvrir les thématiques traitées par les jeunes docteurs et nouveaux chercheurs habilités à diriger des recherches dans les champs de l'histoire sociale et politique du développement rural, de l'agronomie et de la socio-

anthropologie. Nous nous contenterons de répéter ici que cette rubrique est pour nous rien moins que marginale : elle est le lieu de la maturation des nouveaux questionnements, des nouveaux protocoles d'enquête ou de traitement des archives et, espérons-le, des futurs rapprochements interdisciplinaires. Ces chercheurs ont des choses à nous dire et à se dire, des idées à échanger et à confronter : cette revue leur est ouverte, dans la longue durée souhaitons-le.